

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des pêches et des océans L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Droits sur l'inspection du poisson
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Modification proposée au règlement sur l'inspection du poisson (pages 1086-1096)
6.	<p>Teneur: La présente modification découle de la participation du Ministère des pêches et des océans (MPO) à l'Examen gouvernemental des programmes et de la révision du mode de prestation des services d'inspection du poisson. Le MPO vise à recouvrer des coûts et à réduire ses dépenses afin d'atteindre les objectifs budgétaires, tout en maintenant un programme d'inspection du poisson qui soit efficace.</p> <p>L'élaboration de cette modification a été guidée par le principe voulant que les droits imposés soient proportionnels à l'effort requis pour la prestation du service, qu'ils soient justes et simples à administrer et que le régime comporte des éléments favorisant l'acquittement des droits.</p> <p>Les importateurs seront également tenus de garder des registres des dates et destinations des premiers envois de poisson importé, des plaintes reçues ainsi que des mesures prises et des preuves documentaires d'un traitement approprié, dans le cas de poisson en conserve ou prêt-à-manger.</p> <p>L'obligation de faire inspecter certains poissons et de classer le saumon en conserve est levée.</p>

7.	Objectif et justification: Prévention des pratiques trompeuses
8.	Documents pertinents: Gazette du Canada, Partie I, 13 avril 1996
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: } Non cité
10.	Date limite pour la présentation des observations: 13 mai 1996
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopieur d'un autre organisme: